

INTERGLOBAL

KURDES ET TURQUIE

Enfants et libertés enterrés.

Laurent Mignon

Le gouvernement turc continue à faire la guerre au PKK, plutôt que de chercher une solution pacifique au « problème kurde ». Malgré les pressions des nationalistes, des voix critiques s'élèvent.

« Si j'avais mis au monde un enfant, quelqu'un assis à un bureau aurait dit 'Tu vas faire ceci et ton enfant fera cela' et en fin de compte, je devrais enterrer mon enfant. Mais c'est intolérable ! [...] Je ne peux pas vraiment savoir ce qu'est un enfant. Je ne suis pas une mère et je n'en serai jamais une. Mais je suis un être humain et en tant qu'être humain, comment puis-je enterrer [des enfants] ? » Prononcées lors d'une émission de variétés, alors que s'alourdissait le bilan des pertes humaines de l'opération de l'armée turque au Kurdistan irakien, les paroles de la diva transsexuelle Bülent Ersoy ne sont pas passées inaperçues. Ahmet Türk, le chef du groupe parlementaire du *Parti de la société démocratique* (DTP), qui milite pour une plus grande autonomie culturelle kurde en Turquie, fut un des premiers à relever le courage de la chanteuse, qui jusqu'à présent ne s'était jamais fait remarquer par des prises de position politiques tranchées.

Dans un pays où l'objection de conscience n'est pas reconnue et l'article 318 du code pénal punit l'incitation à l'insoumission, il faut de la bravoure pour mettre en question le bien-fondé des politiques militaristes de l'Etat. Certes, dans une conférence de presse, Ersoy s'empressa de dépolitiser son propos, mais elle s'exclama, avec l'exubérance qui la caractérise, en faisant référence à la question

kurde : « Si préférer une solution [pacifique] à la mort est un crime, qu'on me pend ! » Pendue, elle ne le sera sans doute pas, mais elle risque jusqu'à deux ans de prison pour « appel à l'insoumission ». En pleine hystérie nationaliste, le coup d'éclat d'Ersoy a eu le grand mérite de lancer un débat sur le coût humain de la « solution » militaire à la question kurde, donc aussi sur la recherche d'alternatives pacifiques, thèmes qui étaient surtout l'apanage d'une gauche radicale et d'intellectuels progressistes dénoncés par les médias populaires.

Après le cessez-le-feu déclaré par le PKK en 1999, la Turquie n'a pas su saisir l'opportunité historique pour résoudre la question kurde pacifiquement.

Il est vrai que le bilan de l'incursion turque en territoire irakien la semaine dernière est plus que mitigé. Selon l'armée, en huit jours, 240 militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) auraient été tués et de nombreuses infrastructures militaires et logistiques auraient été détruites dans la région de Zap, l'un des centres névralgiques du PKK au Kurdistan irakien. 24 soldats turcs seraient morts au combat, ainsi que trois miliciens. Mais ces chiffres sont contestés par le PKK qui affirme n'avoir perdu que cinq militants. La région étant difficilement accessible, aucune de ces affirmations ne peut être confirmée par des sources indépendantes.

Bien que l'état-major turc ait affirmé que l'opération a atteint tous ses objectifs, le timing du retrait a soulevé bien des interrogations dans les médias, puisqu'il s'est produit 24 heures après le passage, jeudi, du secrétaire à la défense américain, Robert Gates à Ankara où il a déclaré que la Turquie devait quitter l'Irak « le plus vite possible ».

Dans son adresse à la nation de vendredi dernier, le Premier ministre Tayyip Erdogan appelait le PKK à baisser les armes : « En Turquie, le droit et la justice nous protègent tous. La terrorisme est l'ennemi de la liberté. La terrorisme est l'ennemi du développement économique, de la sérénité et de la prospérité. » Liberté, développement économique, prospérité. C'est justement là que le bât blesse. La rhétorique d'Erdogan ne trompe plus personne. Après le cessez-le-feu déclaré unilatéralement par le PKK, suite à l'arrestation de son leader Abdullah Öcalan en 1999, une opportunité historique aurait pu être saisie par la Turquie pour résoudre la question kurde pacifiquement. Les ravages de la sale guerre entre l'armée turque et le PKK - 37.000 personnes tuées depuis 1984 et des centaines de milliers de personnes déplacées - avaient convaincu une partie de l'opinion publique que le développement d'une alternative à la solution militaire était nécessaire. Or ni le gouvernement de Bülent Ecevit, ni le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), majoritaire au parlement après les élections de 2002, ne surent saisir cette chance. Bien que les régions de l'est de la Turquie soient parmi les plus sous-développées et pauvres du pays, peu de mesures concrètes ont

été prises pour y remédier. La question linguistique et culturelle fut, elle aussi, mise au placard.

Pourtant, dans les premiers mois après son arrivée au pouvoir, l'AKP, idéologiquement plus ouvert à la question des minorités que les partis d'inspiration kémaliste, semblait être prêt à franchir le pas. En août 2005, lors d'une rencontre historique avec des intellectuels kurdes à Diyarbakir, le Premier ministre Erdogan reconnaissait même l'existence d'un « problème kurde » en Turquie. Mais bien vite il se heurta à l'establishment kémaliste et aux généraux qui virent dans ce semblant d'ouverture une menace pour le principe de la république unitaire. Alors que l'AKP se voulait être le moteur de la libéralisation en Turquie, dans tous les sens du terme, il a bien vite compris que pour rester au pouvoir il lui faudrait renoncer à certaines dimensions de son programme. La libéralisation politique fut bien vite oubliée, mais la libéralisation économique continua. L'AKP, comme de nombreux partis conservateurs et nationalistes avant lui, se redéfinit autour du principe de la synthèse islamo-turque. Finis les yeux doux à l'Europe et l'internationalisme islamique. Ainsi, en janvier, Erdogan déclara qu'il n'existait pas de problème kurde, mais qu'il y avait un problème terroriste.

Que le PKK, qui a repris la lutte armée en 2004, ait un soutien auprès de la population kurde en Turquie est indéniable, bien qu'il soit considéré comme une organisation terroriste par l'Etat, les Etats-Unis et l'Union européenne. Ses revendications sont modérées, même si les moyens pour les faire entendre sont loin de l'être.



PHOTO : INDYMEDIA IRELAND / PAULA GERAGHTY

Manif kurde en Irlande contre les plans d'attaque turcs en automne dernier.

Depuis les années 90, le PKK, d'inspiration marxiste-léniniste, n'exige plus, du moins dans ses textes de propagande, la création d'un Kurdistan indépendant mais se contente de réclamer une plus grande autonomie pour les Kurdes de Turquie. Il veut être reconnu comme un partenaire légitime lors de négociations de paix et souhaite la libération des membres du mouvement incarcérés en Turquie, Abdullah Öcalan en tête de liste. Au Kurdistan irakien, la présence du PKK n'est que toléré par le gouvernement de Massoud Barzani, mais ses actions en Turquie mettent la région autonome kurde et le gouvernement irakien dans l'embarras. Le PKK a pu développer ses capacités militaires depuis l'invasion américaine de l'Irak, en partie grâce aux relations ambiguës qu'entretiennent les Etats-Unis avec son organisation sœur qui lutte en Iran, le Pejak avec qui il partage des bases.

Au printemps 2007, Erdogan allait redécouvrir le pluralisme politique lors de son bras de fer avec l'armée, opposée à l'élection d'Abdullah Gül à la présidence de la république. Cependant rien ne changea après le raz-de-marée en faveur de l'AKP lors des élections du 22 juillet 2007. Malgré ses excellents scores dans le Sud-est, majoritairement kurde, où il se présente comme le défenseur de la société

civile et de la démocratie, l'AKP est rentré dans le rang. Certains commentateurs abordent même la possibilité d'un accord tacite entre le gouvernement d'Erdogan et l'armée, étonnamment silencieuse lors des débats sur la légalisation du port du voile à l'université : carte blanche à l'armée sur la question kurde, en contrepartie de quelques réformes symboliques satisfaisant la base ultra-religieuse du parti.

Après l'intensification des actions armées du PKK en automne dernier, les campagnes de diabolisation ont atteint un nouveau paroxysme.

De toute façon, ce sont moins les vagues promesses électorales que les espèces sonnantes et trébuchantes distribuées par des militants et des ONG proches du parti au pouvoir qui ont convaincu les électeurs de la Turquie orientale d'élire des députés de l'AKP. En effet, le sous-développement et la pauvreté sont une dimension importante de la question kurde. La gauche radicale en Turquie reproche d'ailleurs au DTP de se focaliser trop sur les revendications identitaires et de négliger la question sociale.

L'argument pourrait bien évidemment être retourné. De surcroît, le DTP doit manœuvrer sur un terrain extrêmement difficile. Vilipendés avant, pendant et après les élections, les élus parlementaires et locaux du parti, tout comme ses organes d'informations, sont victimes d'un harcèlement constant qui rend tout débat démocratique et équilibré sur la question kurde impossible. Surtout après l'intensification des actions armées du PKK en automne dernier, les campagnes de diabolisation des milieux pro-kurdes ont atteint un nouveau paroxysme : tentatives de lynchage de militants et attaques contre des bâtiments du DTP et d'autres organisations de gauche, dont le Parti communiste de Turquie.

Aux campagnes d'intimidation menées par des groupes proches de l'extrême-droite s'ajoute la répression policière. De Van à Diyarbakir, dans de nombreuses villes de l'Est et du Sud-est ont eu lieu des manifestations orchestrés par le DTP pour protester contre l'opération militaire turque en Irak. Elles ont toutes été violemment réprimées. Mais ce ne sont pas seulement les manifestants pro-kurdes et pacifistes qui se sont heurtés aux forces de l'ordre. Les manifestations d'ouvriers dans les docks de Tuzla et de salariés protestant contre la privatisation de la société d'Etat Tekel, la semaine dernière, ont, elles

aussi, été refoulées à coups de matraques. C'est, sans doute, avec ces événements à l'esprit que la députée du DTP, Sabahat Tuncel a déclaré, samedi, lors d'une conférence à la City University de New York, que « le PKK n'est pas une des causes du problème kurde mais une conséquence de ce dernier » et que « les Turcs ne seront pas libres tant que les Kurdes ne le seraient pas ».

Laurent Mignon enseigne la littérature turque à l'Université de Bilkent à Ankara.

Nächste Woche :

Terror im Theater.

Die woxx unterhält sich mit Sven Ruecker, dessen Stück „Die Terroristen“ - eine Adaptation von Schillers „Die Räuber“ - am 14. März im Escher Theater Premiere hat.

